

Bonnes
feuilles de
« Paroles
de prolétaires »
le dernier livre
d'Arlette
Laguiller

p.11

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1676 - 25 août 2000 - prix : 9F

**IMPÔTS PLUS LOURDS
POUR LES TRAVAILLEURS**

**POUR SUBVENTIONNER
LE PATRONAT**

(p2 et 3)

**La Russie et
la tragédie du *Koursk***

M 6189 - 1676 - 9,00 F



(p3 et 7)

SOMMAIRE

Leur société

- 4 - Beau temps pour les industriels
 - Des profits en hausse, des salaires en baisse
- 12 - Le prix de la rentrée scolaire
 - Quand les journalistes redécouvrent la lutte de classe

Tribune

- 4 - A quand le torpillage de la raison d'Etat?

Dans le monde

- 6 - Les États-Unis à l'approche de l'élection présidentielle
- 7 - Russie: la catastrophe de Koursk

Dans les entreprises

- 8 - RVI : un accident grave
 - Il s'en passe de belles au ministère de la Solidarité
 - Nouvelle économie : les «start-down»
 - A Verizon, les travailleurs ont fait reculer leur patron
 - France Télécom :
 - la politique de la direction
- 9 - France Télécom :
 - de plus en plus loin du service public!
 - le profit avant tout
 - La Poste : une protestation qui a eu un écho
- 10 - Éla Pro : les travailleurs n'acceptent pas la fermeture - intervention de la conseillère régionale de LO
 - Hôpital d'Argenteuil : le refus du licenciement d'une militante syndicale
 - IBM-Altis : le scandale des éthers de glycol

Il y a 60 ans

- 5 - Staline faisait assassiner Trotsky

Lire

- 11 - Paroles de prolétaires (extraits)

Les Rendez-vous d'été

- 12 - Les caravanes de Lutte Ouvrière

Fournitures scolaires, essence, fioul:

LES PRIX SONT EN HAUSSE

CE SONT LES SALAIRES QUI DEVRAIENT L'ÊTRE

À peine rentrés de congés annuels, les salariés sont confrontés aux augmentations de prix. Pour nombre de familles, c'est le moment d'acheter les fournitures scolaires qui représentent une dépense importante et en croissance d'une année sur l'autre. Mais les hausses les plus choquantes concernent les produits pétroliers, tout à la fois l'essence ou le gazole et le fioul domestique pour le chauffage. Or, les prix de l'essence se sont véritablement envolés pendant les mois d'été. Pire encore pour le fioul. Pour ceux qui ont choisi ce moyen de se chauffer, la facture risque d'être augmentée de l'ordre de 40% cet hiver.

Et qu'est-ce qui justifie ces hausses? Rien, si ce n'est la soif de profit insatiable des compagnies pétrolières. Les bénéficiaires de BP, Exxon, Shell ou TotalFina-Elf, ont pourtant augmenté, l'an passé, entre 95 et 116% suivant l'entreprise. Et ces pourcentages de hausses portent sur des masses colossales de profits. Ce qui n'empêche pas les compagnies pétrolières d'en vouloir toujours encore plus, en prenant la population en otage.

L'indignation soulevée est telle que le ministre de l'Économie, Fabius, a fait mine de s'insurger. Mais les grands trusts pétroliers sont trop habitués à manipuler les hommes politiques pour être impressionnés par les mimiques et les éclats de voix. Et ils savent surtout que ni Fabius ni aucun autre ne veulent leur faire de mal. Non pas que les gouvernements soient condamnés à l'impuissance! Ils pourraient,

s'ils le voulaient, taxer les profits réalisés par les trusts pétroliers et même les menacer de confisquer ces profits s'ils ne limitent pas leur appétit. Mais il n'en est pas question. Le gouvernement en reste, comme tous ses prédécesseurs, à taxer non pas les profits mais les consommateurs avec une taxe particulièrement élevée sur les produits pétroliers. Cette taxe est, comme la TVA, un impôt indirect, c'est-à-dire un impôt particulièrement injuste. Il frappe selon le même taux l'ouvrier se rendant à son travail avec une vieille voiture et le fils à papa milliardaire en voiture de sport.

Oui, le gouvernement pourrait baisser cette taxe et compenser son manque à gagner en prenant sur les profits de ces trusts pétroliers qui méprisent aussi ouvertement les intérêts de la grande majorité de la population. Mais il ne le fait pas car, pour ce gouvernement, comme pour tous les autres, le profit est sacré.

Les hausses de prix seront d'autant plus difficiles à supporter que les salaires, eux, ne sont nullement en augmentation. Car ce que le gouvernement et les médias appellent la « reprise économique » est surtout la hausse des profits des grandes entreprises. Pour les travailleurs, c'est toujours les salaires bridés, l'accroissement de la précarité, avec des paies dérisoires. Et c'est encore, et toujours, le chômage, même si le nombre officiel des chômeurs est en diminution.

Et les trusts pétroliers ne sont pas des moutons noirs: les

grandes entreprises de l'industrie, du commerce ou du secteur bancaire n'ont aucune autre préoccupation qu'augmenter leurs profits et les revenus de leurs actionnaires. Peu leur importe que cela se réalise au travers de licenciements, de fermetures d'entreprises ou de salaires minables. Peu leur importe que les consommateurs ou l'environnement en subissent les conséquences. Ceux qui exploitent les salariés en tant que travailleurs, qui les volent en tant que consommateurs et qui polluent l'environnement pour tous, sont les mêmes grands groupes capitalistes irresponsables à l'égard

des intérêts de la majorité de la population. Ce sont eux, leurs propriétaires, leurs actionnaires, qui sont nos ennemis directs.

Que l'économie aille bien ou mal, aucun mécanisme économique ne limite leur pouvoir de nuisance. Pas plus que les gouvernements qui sont à leur service.

Le seul moyen de nous faire respecter, et en tant que travailleurs, et en tant que consommateurs, c'est de taper sur la table, c'est de réagir collectivement assez fort pour qu'ils tremblent pour leurs profits. Ce sont eux-mêmes qui nous l'apprennent jour après jour.

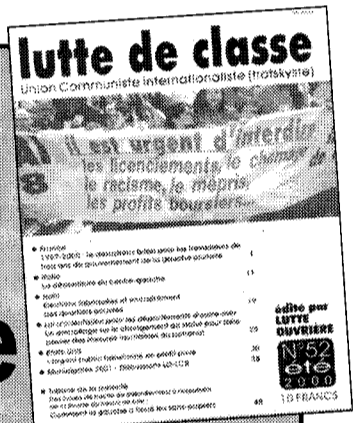
Arlette LAGUILLER

Éditorial des bulletins d'entreprise du 21 août 2000

Au sommaire de Lutte de Classe n°52 (été 2000)

- **France 1997-2000** : le désastreux bilan pour les travailleurs de trois ans de gouvernement de gauche plurielle
- **Italie** La déconfiture du centre-gauche
- **Haïti** Elections fabriquées et encadrement des quartiers pauvres
- **Loi d'orientation pour les départements d'outre-mer** Un emballage sur le changement de statut pour faire passer des mesures favorables au patronat
- **États-Unis** L'argent public transformé en profit privé
- **Municipales 2001** Discussions LO-LCR
- **Tribune de la minorité** Des coups de hache de Saint-Bernard à l'expulsion de la Bourse du Travail de Lille, comment la gauche a floué les sans-papiers

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.



LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyiste) qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à:

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET Attention notre adresse vient d'être modifiée. C'est désormais: <http://www.lutte-ouvriere.org> e-mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél 01 44 83 08 83 est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage: 12200 exemplaires. Composition: [ET Associés]. Impression: Rotof de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 0148142166. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE! Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à: Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à: LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé: tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM: _____
 PRÉNOM: _____
 ADRESSE: _____
 CODE POSTAL et VILLE: _____
 COMPLÉMENT D'ADRESSE: _____

Je m'abonne à: **LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de: _____
 (rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de: _____
 Règlement:
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Éditorial

LA TRAGÉDIE DU KOURSK

■ La tragédie du *Koursk*, ce sous-marin russe perdu corps et biens, avec ses 118 hommes d'équipage, a légitimement provoqué une large émotion dans l'opinion. À commencer, bien sûr, par celle de Russie. Mais il serait faux de penser que cette dernière a découvert une situation qu'elle aurait ignorée jusque-là.

En effet, la population russe n'a rien appris qu'elle ne connaissait déjà pour le subir quotidiennement. Elle n'a rien eu à découvrir de la dégradation de l'économie du pays. Elle ne pouvait rien ignorer du mépris des cadres de l'armée – qui, soit dit en passant, n'a rien à envier à celui de tous les corps des officiers des différentes armées du monde, professionnellement sélectionnés et entraînés à cacher leurs agissements, à mépriser les populations civiles ainsi que les soldats sous leurs ordres.

La population russe n'a pas eu à découvrir la pourriture, la corruption d'un appareil dirigeant, constitué de bureaucrates actuels ou anciens, dont l'unique souci, à tous les échelons, mais en particulier pour ceux qui sont haut placés, est de se partager – et pas forcément à l'amiable – les richesses du pays, en s'emparant parfois de pans entiers de l'économie, en trafiquant sur tout ce qui peut l'être.

Dans cette affaire, peut-être Poutine aura-t-il perdu de ce prestige que lui attribuent les commentateurs occidentaux et payera-t-il ses « maladresses » et son manque de compassion des premiers jours, qui, on peut en être sûr, n'est pas feint, à l'inverse de ses larmoyants et artificiels regrets d'aujourd'hui. Il faut le souhaiter. Sans oublier, toutefois, que ces simagrées ne sont pas une spécialité des dirigeants russes.

Elles sont monnaie courante pour les dirigeants de tous les pays, qui n'ont pas comme préoccupation première d'être populaires. Car leur rôle n'est pas de satisfaire les aspirations et les intérêts de la population, dont ils se prétendent les représentants. Des maladresses, des bavures ou même des infamies criminelles qui laissent derrière elles des centaines, voire des milliers de morts, victimes de leurs exactions directes ou indirectes, ils en commettent régulièrement. Et cela ne les empêche ni de dormir ni, généralement, de se maintenir au pouvoir. Faut-il rappeler la guerre du Golfe, il y a dix ans, qui, outre les victimes immédiates du conflit, continue à faire de tout le peuple irakien l'otage des grandes puissances ? Ou encore l'intervention des puissances impérialistes au Kosovo ?

L'autre aspect que la tragédie du *Koursk* met en évidence, alors qu'on nous répète que nous sommes désormais dans une ère de paix – relative il est vrai – que rien ne saurait remettre en cause, c'est que toutes ces grandes puissances continuent de fabriquer des armes. Des engins de mort, de plus en plus sophistiqués, de plus en plus efficaces dans leur capacité de faire des victimes, et du même coup, de plus en plus coûteux.

On constate que, dans ce domaine non plus, les Russes n'ont pas l'exclusivité et que d'autres sous-marins, anglais, américains, français, hantent en permanence les fonds marins. D'autres navires de guerre, tel « notre » fameux et poussif porte-avions atomique *Charles-de-Gaulle*, voguent en permanence sur les flots. Cela, sans oublier tout l'arsenal terrestre et aérien des grandes puissances.

L'argent que leurs dirigeants détournent de la poche des citoyens pour se payer ces sinistres jouets va enrichir les marchands de canons de ces différents pays. Mais l'existence d'un tel arsenal ne menace pas seulement les militaires qui servent ces engins de guerre. Et les puissances impérialistes ne sont pas les moins responsables de l'existence de cette poudrière qui menace notre planète.

LIRE NOS ARTICLES EN PAGE 7

IMPÔTS : BERCY BEAUCOUP

Au moment où, de retour de vacances, on retrouve dans les boîtes aux lettres l'avis d'imposition de la rentrée, le ministère de l'Économie a sorti une note faisant le point des recettes fiscales à la fin juin.

Si, côté vacanciers, on rentre en général à sec, Bercy de son côté ne se plaint pas : oubliées les déclarations d'il y a six mois, la « cagnotte » se reconstitue. Globalement, les impôts ont rapporté, en juin 2000, 5,7 % de plus

qu'en juin 1999 (soit 45 milliards de F de plus), alors que le budget (rectifié) prévoyait, à l'inverse, une baisse de 1,3 % (et 19,2 milliards de baisse). Le seul impôt sur le revenu a rapporté 9,5 % de plus que l'an dernier à pareille date. Et l'année n'est pas finie !

Certes, le ministère de l'Économie explique que des baisses doivent intervenir d'ici la fin de l'année : Jospin avait annoncé un allègement sur les deux premières tranches d'impôt. Mais cet allègement ne ren-

dra pas forcément l'impôt plus juste. Car si les plus petits contribuables sont concernés par ces tranches, elles ne touchent pas qu'eux puisque l'impôt des plus riches est calculé sur toutes les tranches, dont les deux premières !

La presse souligne de façon complaisante que la progression de l'impôt est due au fait que la reprise serait là, que « les Français » gagneraient plus, consommeraient plus. Bref, payer plus d'impôts devrait presque nous réjouir. Mais,

en fait, *L'impôt saigne* (toujours) *le malheureux*. Car si l'augmentation des bénéfices a fait augmenter l'impôt sur les sociétés (mais le ministère se garde bien de faire la balance entre ce qui rentre sous forme de contribution des grosses sociétés et ce qui sort sous forme d'aides et de subventions de toutes sortes à ces mêmes sociétés), ce sont encore les ménages populaires qui payent proportionnellement le plus : l'impôt sur le revenu n'est guère progressif, la TVA, impôt sur la consom-

mation, est un impôt injuste qui pèse proportionnellement bien moins sur le riche que sur le pauvre et la taxe sur les produits pétroliers pèse sur les travailleurs qui n'ont souvent pas d'autre choix que d'utiliser leur voiture pour aller au travail. Or ces trois impôts représentent les trois quarts (73 %) des recettes fiscales du début de l'année !

Les promesses de Jospin s'envolent plus vite que les feuilles d'impôt.

Alain LECAIRE

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

À QUAND LE TORPILLAGE DE LA RAISON D'ÉTAT ?

Il ne subsiste donc plus la moindre chance de retrouver des survivants au naufrage du sous-marin atomique « Koursk ». Seule surnage une certitude : celle qu'en refusant dans un premier temps l'aide qui leur était proposée pour leur sauvetage, les autorités russes, Poutine en tête, n'ont montré aucun scrupule à sacrifier 118 marins. La raison d'Etat, son prétendu « honneur », la protection des secrets militaires servant de motivation à leur cynisme et leurs mensonges.

Il serait cependant absurde de considérer ce comportement des plus hautes autorités de l'Etat comme une spécialité russe. Le quotidien *Le Parisien* du 18 août rappelait que « Trente ans après le naufrage du sous-marin américain Scorpion, aucune information officielle n'a été donnée. Les familles des victimes et leurs avocats n'ont encore jamais eu accès au rapport ».

Et que sait-on en France ou en Grande Bretagne des incidents de la flotte sous-marine ?

Le cynisme des gouvernements français n'a rien à envier à ceux de Russie. Preuve : le scandale des éthers de glycol. On sait depuis des années qu'ils provoquent des cancers, des fausses couches chez les femmes enceintes, des malformations chez les nouveaux nés. Pourtant plus d'un million de travailleurs dans les secteurs de la peinture, du bâtiment, des industries de la mécanique, de l'électronique, de l'imprimerie, y sont encore exposés. Et ce gouvernement recule toujours devant leur interdiction. Un projet de réglementation devrait être présenté mais il n'envisage qu'un aménagement de leur utilisation.

Jospin et ses ministres ont plus de considération pour les bénéficiaires des patrons utilisateurs de ces solvants que pour les travailleurs qui peuvent en être victimes. Le scandale de l'amiante – véritable bombe à retardement qui fera encore dans les années qui viennent des dizaines milliers de victimes en France – n'a visiblement pas suffi.

Non, les salauds ne siègent pas que dans le seul gouvernement de Russie.

Et celui-ci n'a pas non plus attendu le naufrage du « Koursk » pour révéler au grand jour sa vraie

nature. Ce qui ne l'empêche pas pour autant de bénéficier de la bienveillance et de l'aide des gouvernements occidentaux. Ceux-ci ne manquent pas une occasion de lui faire la cour, fermant les yeux sur la sale guerre qu'il mène depuis des mois au Caucase, le massacre des Tchétchènes, civils ou combattants, mais aussi sur le sacrifice de la vie de milliers de jeunes Russes envoyés au casse-pipe par les bons soins de Poutine.

N'empêche. Les dirigeants des pays les plus riches de la planète voient en Poutine l'homme qu'il leur faut. Après le retour au capitalisme en Russie – qu'ils avaient appelé de leurs vœux – ils comptent sur lui pour restaurer « l'autorité de l'Etat », c'est-à-dire renforcer l'armée, la police, l'administration et sécuriser ainsi les affaires dans le pays. Que cela puisse se faire au prix d'un retour à une certaine dictature ne les gênerait pas.

La complicité entre dirigeants russes et dirigeants occidentaux n'est d'ailleurs pas vraiment nouvelle. Bien avant la restauration du capitalisme, à l'époque du régime baptisé à tort « communiste » – mais dans lequel les travailleurs n'avaient pas leur mot à dire – les gouvernements des puissances capitalistes ne rechignaient pas à s'entendre avec Staline ou ses successeurs, chaque fois qu'il s'agissait, contre un peuple ou un autre, de maintenir l'ordre planétaire, en se servant de la terreur que faisait régner leurs appareils d'Etats militaires et policiers.

Des médias parlent aujourd'hui à propos du naufrage du « Koursk », « de retour au soviétisme de plomb ». Ils oublient simplement de dire que le « soviétisme », le vrai, celui qui avait conduit les ouvriers, les marins et les soldats à renverser le Tsar en 1917, avait justement pour but, en pleine guerre mondiale, d'en finir avec tous les régimes qui traitent les travailleurs en chair à produire et les transforment à l'occasion en chair à canon.

D'un retour à ce soviétisme-là, oui, tous les opprimés et les travailleurs du monde entier en auraient aujourd'hui bien besoin.

Editorial des bulletins d'entreprise L'Étincelle du lundi 21 août 2000, publiés par la Fraction.

Leur société

BEAU TEMPS POUR LES INDUSTRIELS

Le quotidien économique *La Tribune* du 21 août livre les chiffres d'affaires des 50 premières entreprises françaises sur les six derniers mois. Par comparaison avec le premier semestre 1999, qui avait déjà été excellent, la progression moyenne est de 22%. Une seule entreprise sur ces cinquante, Bull, voit son chiffre d'affaires reculer, et encore, seulement de 2%. Une partie de cette progression est due aux nombreuses acquisitions effectuées par les grandes entreprises françaises à l'étranger. France Télécom a, par exemple, racheté des entreprises de téléphonie en Jordanie, en Egypte, en Argentine ou en Angleterre; Vivendi ou l'Oréal ont intégré des concurrents américains, etc.

Et les bénéfices annoncés pour quelques entreprises françaises vont jusqu'à 4 milliards de francs pour Alcatel. Certaines comme Dassault, Danone, Valeo, Essilor, Saint-Gobain, enregistrent des hausses de profits par rapport au premier semestre 1999 de 10%. Le pompon allant à Thomson avec 175% de progression.

La Tribune peut effectivement parler d'un « cru 2000 exceptionnel pour les entre-

prises françaises ». Le secret de la reprise économique ? Prendre dans la poche des travailleurs. Si dans les journaux français qui, il est vrai, sont souvent marqués par les choix politiques de leur rédaction, on est discret sur le sujet, la presse économique anglo-saxonne ne se prive pas de faire l'éloge du bilan de la politique économique du gouvernement Jospin, en vantant le gel des salaires et l'accentuation de la flexibilité du travail qu'il a réussi à instaurer. Ainsi, le *Financial Times* écrit que Jospin « a un don pour parler comme un homme de gauche lorsque cela est nécessaire pour des raisons politiques, tout en agissant tranquillement en faveur des intérêts des milieux d'affaires ». Mais il n'est ni le seul, ni le premier homme de gauche à disposer d'un tel « don ».

Appuyés par le gouvernement Jospin, les capitalistes français bénéficient largement de l'intensification de l'exploitation des travailleurs. Reste à faire en sorte que leur « embellie » provoque l'embellie des luttes ouvrières.

Richard LECLUSE

DES PROFITS EN HAUSSE, DES SALAIRES EN BAISSSE

Patrons, journalistes et gouvernants ne boudent pas leur plaisir pour vanter partout les merveilles de la reprise économique, les super-profits qu'elle génère, le recul du chômage qu'elle provoque. Une seule crainte dans leur euphorie : la reprise des embauches dans les entreprises ne risque-t-elle pas de se traduire par une hausse des salaires ?

Pour l'instant, ce n'est pas le cas et tous les commentateurs économiques et autres courtisans des milieux de la banque et de la Bourse s'en félicitent, même quand leur profession de politicien les amène à feindre de s'en inquiéter. Dans son allocution du 14 juillet, Chirac ne déclarait-il pas : « Nous sommes dans une période de croissance et le pouvoir d'achat n'augmente pas » ? En guise de réponse ou de commentaire Martine Aubry assurait : « Non, le pouvoir d'achat ne baisse pas ». La confirmation de leurs propos est venue des services du ministère de l'Emploi par la publication de ses statistiques. Entre le deuxième trimestre 1999 et le deuxième trimestre 2000, les salaires n'ont progressé que de 1,6% ce qui correspond à peu près à

l'augmentation officielle des prix à la consommation. Hormis, bien sûr, le prix de l'essence, ce qui n'est pas rien, et celui du tabac.

Les salaires restent bas. Mieux même, du moins pour les patrons : dans la réalité, globalement ils baissent. Tout chômeur qui retrouve un emploi constate à ses dépens que c'est avec un salaire diminué. Chaque jeune qui décroche un premier contrat vérifie qu'il est rarement payé au-dessus du SMIC et souvent, s'il s'agit d'un temps partiel imposé, bien en dessous !

Les patrons et les journalistes à leur écoute font bien des efforts pour convaincre l'opinion des bienfaits et de l'inévitabilité de cette situation : « Les actuelles créations d'emploi ne sont possibles que si les salaires restent raisonnables », c'est-à-dire de plus en plus bas. Les travailleurs qui ont un boulot doivent s'en contenter et ne pas revendiquer.

À force de prêcher la lutte de classes par l'exemple de sa politique, le patronat va finir par convaincre de nouveau le monde du travail qu'il est plus que temps de rendre les coups.

Alain VALLER

Août 1940

STALINE FAISAIT ASSASSINER TROTSKY

Le 21 août 1940, à Mexico, Léon Trotsky mourait, assassiné par un agent de Staline, Ramon Mercader. Le tueur avait réussi depuis longtemps à pénétrer son entourage, preuve que l'opération était minutieusement préparée de longue date. Sous prétexte de lui soumettre un article, il approcha et frappa mortellement Trotsky à la tête avec un piolet. Trotsky se savait menacé. D'ailleurs, quelques semaines auparavant, il avait déjà échappé de justesse à un attentat organisé par des hauts responsables du parti stalinien mexicain.

À 61 ans, étaient brutalement interrompus un combat et une vie consacrés intégralement à la révolution prolétarienne et au communisme.

Né en 1879 dans une famille d'agriculteurs juifs d'Ukraine, le jeune Trotsky avait rencontré les idées socialistes au lycée. Étudiant brillant, il se consacra très tôt à l'agitation révolutionnaire et l'action clandestine auprès des ouvriers.

UN MILITANT RÉVOLUTIONNAIRE PROFESSIONNEL

À 18 ans, emprisonné à Odessa, il adhéra au marxisme. Comme pour bien des révolutionnaires russes, ce sera le premier mais pas le dernier séjour en prison. Déporté en Sibérie, il s'en évada et fut exilé. À Londres, il collabora avec Lénine. Mais de 1903 à 1917, des divergences sur les questions organisationnelles, qui étaient en débat dans l'ensemble de la social-démocratie, les séparèrent.

En janvier 1905, la révolution éclata dans l'Empire russe. Trotsky parvint à rentrer clandestinement en Russie. En octobre, à Saint-Petersbourg fut créé le Soviet, véritable direction prolétarienne de la révolution dont Trotsky, qui avait alors 26 ans, devint le président.

Avec l'échec de la révolution de 1905, Trotsky fut arrêté, condamné au « bannissement à vie » et déporté près du cercle polaire. À nouveau il s'évada et séjourna dans diverses capitales européennes. Il était à New York quand éclata la révolution russe de février 1917...

LE PARTI DE LÉNINE ET TROTSKY

Lénine, en exil, puis de retour en Russie, dut convaincre le parti bolchévique de mener une action politique vers la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Trotsky alors était en complet accord avec cette perspective, avec l'analyse et les objectifs défendus par Lénine. C'est sans réserve qu'il rejoignit donc, avec quelques milliers de militants regroupés autour de lui, le parti bolchévique.

Très rapidement, comme en 1905, Trotsky devint l'orateur le plus populaire chez les ouvriers de Péetrograd. En septembre, les bolchéviks devinrent majoritaires aux soviets de Péetrograd, de Moscou et d'autres villes importantes du pays. En octobre, le prolétariat renversa le gouvernement et s'empara du pouvoir. Pour les travailleurs, en Russie et à l'étranger, Trotsky incarnait avec Lénine la révolution russe victorieuse.

En mars 1918, Léon Trotsky fonda l'Armée rouge. Commissaire du Peuple à la Guerre, il réussit à

organiser avec efficacité la défense militaire du jeune État ouvrier, encerclé et agressé par les puissances capitalistes et la contre-révolution, en s'appuyant sur l'enthousiasme et la détermination de la population laborieuse.

Les dirigeants bolchéviques étaient convaincus, comme tous les révolutionnaires de l'époque, que la Russie tsariste était le « maillon le plus faible » de la chaîne des pays capitalistes et que l'avenir de la révolution russe était lié à la révolution internationale, en particulier dans les bastions impérialistes.

C'est la raison pour laquelle les dirigeants bolchéviks proclamèrent, dès mars 1919, la Troisième Internationale, considérée comme le parti mondial de la révolution dont Léon Trotsky rédigea le manifeste de fondation.

Mais la vague révolutionnaire subit la trahison active de la social-démocratie. Les partis communistes, jeunes et inexpérimentés, ne furent pas à la hauteur de la situation, d'autant que cette vague, défaite après défaite, s'affaiblissait. Ce recul alimenta un courant réactionnaire dans le pays des Soviets et engendra sa dégénérescence. L'URSS se retrouva isolée, le pays, arriéré, était exsangue. Les Soviets avaient cessé de jouer leur rôle. C'est dans ce contexte que, dans le Parti et l'appareil d'État, se développa une couche de bureaucrates qui, du fait de leur position, bénéficiaient d'avantages matériels et moraux qu'ils entendaient conserver. Staline devint leur représentant. Vieux-bolchévik, mais dirigeant de second plan, quasi inconnu des masses, il mit à profit son poste de Secrétaire général, fonction essentiellement administrative, pour tisser sa toile au sein du Parti.

CONTRE LA BUREAUCRATIE ET LE STALINISME

Avec la maladie puis la mort de Lénine, en janvier 1924, Staline lança une campagne de calomnies contre Trotsky. Une gigantesque entreprise de falsification de l'Histoire fut alors mise en marche.

Dans le Parti et l'Internationale, la clique bureaucratique écarta de véritables révolutionnaires et s'appuya sur des ralliés, des arrivistes qui avaient souvent été de l'autre côté des barricades pendant la révolution. On sanctionna toute discussion dans le parti. Toute critique valait la déchéance immédiate. Quelques années plus tard, elle vaudra une balle dans la nuque.

Bon nombre d'historiens bourgeois ont voulu réduire la lutte entre

Staline et Trotsky à une rivalité de personnes, une querelle de succession. En fait, derrière les hommes, il y avait l'affrontement de forces sociales. Trotsky, comme Lénine,

Malgré le flot de calomnies répandu par les staliniens, malgré l'assassinat de ses collaborateurs et des membres de sa famille, malgré la complicité des grandes puissances occidentales, qui se prétendant démocratiques, lui refusèrent souvent ne serait-ce qu'un simple visa, Trotsky va continuer la lutte. Par ses écrits, par sa correspondance, il va agir pour regrouper autour de lui une opposition communiste de gauche et combattre pied à pied la politique contre-révolutionnaire de Staline et de

plus important que l'époque de la guerre civile, etc. [...] Je ne peux pas dire que mon travail ait été irremplaçable, même en ce qui concerne la période 1917-1921, tandis que ce que je fais est dans le plein sens du terme irremplaçable.»

Bien que traqué, Trotsky restait une menace si grande que, dès le début de la guerre, Staline le fit assassiner, privant la IV^e Internationale qu'il venait de fonder de sa seule direction politique.

Staline, comme les dirigeants



Trotsky, chef de l'Armée Rouge, lors d'une revue à Moscou en 1921. Avec lui, c'est la Révolution que Staline achevait d'assassiner en 1940. Ci-contre sa tombe à Coyoacan, près de Mexico.

défendait en URSS, comme dans le restant du monde, une politique correspondant aux intérêts historiques du prolétariat et du communisme; Staline était l'instrument d'une bureaucratie soucieuse de conserver et d'accroître ses privilèges au détriment du prolétariat et de son État.

Sous couvert d'une théorie mise en place pour la circonstance, qui prétendait que l'on peut construire le socialisme dans un seul pays, Staline rompit avec la politique révolutionnaire bolchévique qui considérait la révolution russe comme l'avant-poste de la révolution internationale.

En octobre 1927, Léon Trotsky fut exclu du Parti bolchévique ainsi que des milliers de ses partisans, puis déporté à Alma-Ata, en Asie centrale. De là, il continua la lutte, entretenant des liens et correspondant avec les autres opposants déportés aux quatre coins de l'URSS.

Une repression féroce s'abat-tait sur ces opposants et leur famille. Si certains, face aux tortures et au chantage, finirent par capituler, bon nombre surent garder la même intransigeance que Trotsky et seul l'assassinat put les faire taire.

PLANÈTE SANS VISA

Mais en janvier 1929, Staline n'osa pas assassiner Trotsky. Il l'exila hors d'URSS, pensant ainsi l'isoler définitivement et le mettre hors d'état de continuer le combat. Il se trompait.

l'Internationale à sa botte.

Il ne s'est pas contenté de dénoncer le stalinisme, il en a expliqué aussi les racines. Il a su expliquer un phénomène complètement inédit dans l'Histoire: la dégénérescence de la première révolution ouvrière victorieuse par la formation d'une couche sociale entièrement nouvelle, la bureaucratie. Et c'est à ces questions, vitales non seulement pour l'époque mais pour l'avenir du mouvement ouvrier et de l'humanité, qu'il a su donner une réponse militante en s'appuyant sur la méthode marxiste.

UN HÉRITAGE INDISPENSABLE POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES

Trotsky restait le seul dirigeant révolutionnaire de sa génération, possédant l'expérience et un capital politique qu'il savait devoir transmettre en dépit des pires difficultés, de la répression féroce organisée par la dictature stalinienne.

Trotsky écrivait en 1935: «Le travail que je fais en ce moment – malgré tout ce qu'il a d'extrêmement insuffisant et fragmentaire – est le travail le plus important de ma vie, plus important que 1917,

capitalistes, craignait qu'au travers de cette guerre, comme lors de la précédente, la classe ouvrière et une nouvelle génération militante renouent avec les idées communistes révolutionnaires, avec la tradition bolchévique, c'est-à-dire avec le trotskysme.

Léon Trotsky a maintenu le drapeau du communisme contre ses fossoyeurs. Par son analyse de la dégénérescence de l'URSS et par toute son activité de militant révolutionnaire prolétarien, il a légué aux nouvelles générations un capital politique unique permettant de comprendre le monde actuel afin d'agir pour le transformer.

Christian BERNAC

Les États-Unis à l'approche de l'élection présidentielle

DES PRIMAIRES AU SHOW DES « CONVENTIONS »

Les «conventions» qui viennent de se tenir des deux grands partis américains, Républicains et Démocrates, sont l'aboutissement du système des élections dites «primaires», qui visent, dans un premier temps, à désigner le candidat à la présidence que se choisissent ces partis. Ces élections primaires ont lieu dans chacun des 50 États américains, séparément pour les Républicains et pour les Démocrates. Étalées sur plusieurs mois, elles ont eu lieu de janvier à juin cette année.

Dans les primaires de chacun des États des États-Unis, des délégués chargés d'aller aux «conventions» de chaque parti ont été élus. Ces délégués se sont engagés à soutenir l'un des prétendants à l'investiture de leur parti.

Les «conventions» qui se tiennent à l'issue des primaires rassemblent donc l'ensemble des délégués élus, qui élisent alors à leur tour le candidat à la présidence. C'est donc cette course des primaires – une élection interne à chaque parti – que Bush et Gore ont emportée contre leurs rivaux. La «convention» de leur parti n'est plus qu'une formalité, puisque le résultat est connu, et c'est en fait un grand show médiatique destiné à assurer leur promotion. Leurs adversaires respectifs lors des primaires se sont même ralliés à leur candidature, et ont appelé les délégués

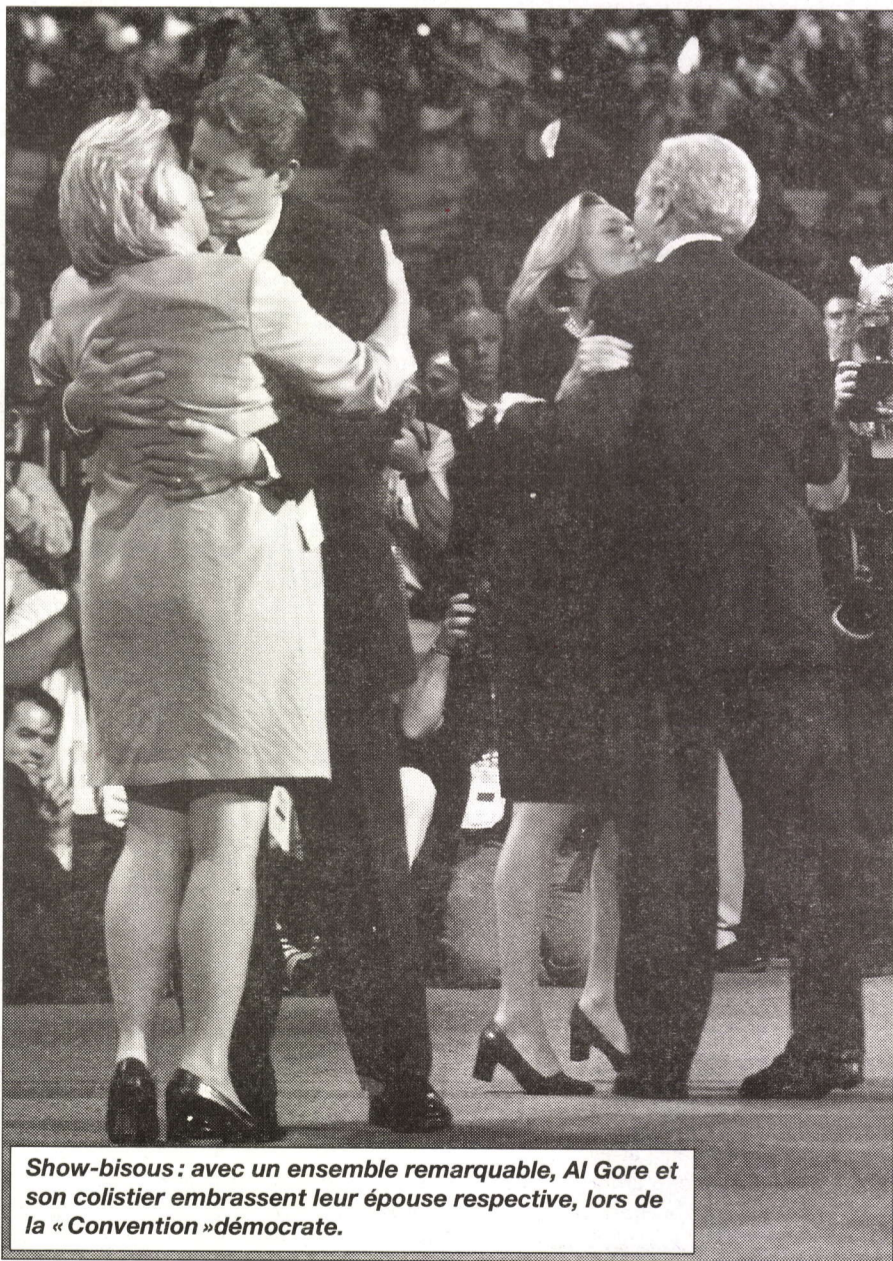
qui avaient été élus sous leur bannière à investir Bush ou Gore.

Par ailleurs, les «conventions» sont censées se prononcer sur le programme avancé par le candidat et la direction du parti. Par ce sys-

tème de désignation de leur candidat, les partis américains affectent de se soumettre à la volonté d'une fraction au moins de la population. Le Parti Démocrate insiste, par exemple, sur le fait que, cette année, sa «convention» comporte autant de femmes que d'hommes, des représentants des minorités, etc. Mais cela, c'est l'aspect publicitaire : ces représentants des couches défavorisées ne sont admis que pour apporter leur soutien aux représentants du grand capital que sont Gore ou

de la «convention» Démocrate à Chicago, en 1968, le vice-président en exercice, Humphrey, partisan farouche de la guerre du Vietnam, se fit voler la vedette par les manifestants opposés à la guerre, massés devant l'immeuble. Il appela alors à sa rescousse la Garde nationale. Des affrontements sanglants eurent lieu sous les fenêtres de la «convention» pendant toute une nuit. Humphrey fut désigné comme candidat mais cela ne lui porta pas chance, et il fut battu dans l'élection présidentielle de novembre 1968.

Et la bataille de Chicago



Show-bisous : avec un ensemble remarquable, Al Gore et son colistier embrassent leur épouse respective, lors de la «Convention» démocrate.

Bush, dans le cadre d'une grande messe folklorique unanime.

Il y a quand même eu des «conventions» où le spectacle n'a pu se dérouler tranquillement, sinon dans la salle, du moins à l'extérieur. Ainsi, lors

rappelle que parfois, l'opinion peut s'exprimer autrement que par des «conventions» qui ne passionnent personne, à commencer par les Américains eux-mêmes.

F. T.

Des politiciens interchangeables :

DÉMOCAINS ET RÉPUBLICRATES

Avec la fin des «conventions» des deux grands partis, la campagne électorale américaine est vraiment lancée. Mais pour ce qui est des programmes des deux principaux candidats, les différences se cherchent au microscope.

Si George W. Bush, pour les Républicains, a depuis longtemps forgé son image de politicien de droite ferme, partisan avéré de la peine de mort par exemple, Al Gore, successeur de Clinton comme candidat démocrate, serait, paraît-il, différent, de tradition «social-démocrate», osent dire certains.

Le site Internet de son courant parmi les Démocrates précise que «le secteur privé, non l'Etat, est le principal moteur de la croissance économique» et qu'il faut surtout «aider les Américains à réussir dans le secteur privé». Comme en France et comme partout, cela signifie : aider de toutes les façons possibles (financières, légales, etc.) les patrons. Belle perspective pour les chômeurs et les millions de travailleurs pauvres que

comptent les États-Unis – déjà gouvernés par les Démocrates depuis 8 ans.

Même dans les domaines qui ne coûtent rien, ce site précise que, pour la tolérance, la lutte contre l'exclusion, il faut se fonder «sur les valeurs que partagent les Américains : le travail, la famille, la responsabilité personnelle, la liberté individuelle, la foi». La foi ? Rappelons que sur chaque dollar est écrite la devise *In god we trust* : «En dieu nous croyons» !

Comme depuis des décennies, en dehors de quelques différences de style, de caractère et surtout de choix dans la façon d'axer leur campagne, il n'y a rien qui distingue les Démocrates des Républicains. Autant dire que la population et en particulier les travailleurs n'ont pas plus à attendre d'un Gore que d'un Bush. D'ailleurs 46% des Américains pensent déjà que le résultat ne changera rien. Ce n'est pas une nouveauté...

Jérôme MAYLES

CAMPAGNE ÉLECTORALE ET VENTE AUX ENCHÈRES

Une fois de plus, la campagne électorale illustre à quel point les élections aux États-Unis donnent lieu à une vaste compétition financière.

Ainsi pour cette campagne, Bush Junior, côté Républicain, a déjà collecté 93 millions de dollars (plus de 650 millions de francs) et Al Gore 52 millions (360 millions de francs) – ce qui est nettement moins, mais c'est à cause d'une concurrente : Hilary Clinton, en campagne pour être sénatrice, rafle la plupart des dons en faveur des Démocrates.

Mais ces sommes ne sont que les parties émergent de l'iceberg financier, car les subventions officielles et directes étant limitées, il y a tout un système de dons moins francs, le «soft money», qui attein-

gnent plus de 120 millions de dollars (850 millions de francs) par candidat. Et les dépenses de campagnes sont à la mesure, l'ensemble des élections en cours ayant déjà coûté aux deux partis 3 milliards de dollars.

Ainsi, pour plusieurs semaines de lobbying intensif, notables, industriels, riches et moins riches sont appelés à donner leur chèque. Les «sponsors» bénéficieront, bien sûr, des futurs «renvois d'ascenseur» du candidat s'il est élu, c'est-à-dire de sa reconnaissance concrète. Comme disait il y a des années un professeur américain à ce propos : «Un chien ne mord pas la main qui le nourrit».

J. M.

Russie

« EUX NE COULENT PAS »... POUR L'INSTANT ?

C'est en s'appuyant, entre autres, sur l'armée – et de quelle façon, la guerre de Tchétchénie l'a montré –, que Poutine avait promis, lors de sa récente élection présidentielle, de « restaurer la grandeur de la Russie ».

Saouler les peuples de fumée, rappelle depuis plus d'un siècle L'Internationale, est une méthode de gouvernement qui ne date pas d'hier. Mais, cette fois, face au naufrage du *Koursk*, les autorités ont tellement abreuvé l'opinion de mensonges et affiché un tel cynisme que cela pourrait

bien se retourner contre elles. Et ce serait bien une des rares choses que les dirigeants russes n'auraient pas volées.

En tout cas, pour l'heure, une bonne partie de la presse russe, pourtant au garde-à-vous devant Poutine depuis son élection, donne le ton. Ainsi, le quotidien populaire *Moskovski Komsomolets* qui a titré récemment à la Une, sous une photo de Poutine, de son ministre de la Défense et du commandant en chef de la Flotte, « *Eux ne coulent pas* ». Ou le quotidien économique *Kommersant*, qui tirait, le 23 août : « *Qui est contre une journée de deuil officiel ? Les familles et proches des marins morts* », avec la photo

de Poutine tirant une tête de six pieds de long, lui qui avait cherché à se dédouaner en proposant un tel deuil officiel.

Cela reflète-t-il l'émotion, voire l'indignation d'une fraction notable de l'opinion ? Cela se pourrait, même s'il est difficile de le mesurer d'ici. Et plus encore les conséquences que cela pourrait avoir pour le pouvoir de Poutine, bien moins populaire que ne le prétendait la presse occidentale, et affaibli aux yeux de la population par la prolongation d'une guerre de Tchétchénie qui se transforme en borborygme sanglant.

En revanche, on imagine sans peine que les clans dirigeants russes – et ce sont eux, bien sûr, qui ins-

pirent une presse qu'ils contrôlent – vont se servir de ces événements pour régler, une nouvelle fois, leurs comptes entre eux, et tous avec le nouvel occupant du Kremlin, Poutine, affaibli par son attitude face à la tragédie du *Koursk*.

Au sommet, des hommes du Kremlin ont tenu à se démarquer publiquement de Poutine. Des ténors de la chambre des députés, une Douma où il dispose pourtant d'une confortable majorité, l'ont attaqué et exigent des commissions d'enquête, voire la mise sous tutelle parlementaire des forces armées. Et alors que Poutine comptait sur la Douma pour restaurer ce qu'il appelle la « verticale du pouvoir », c'est-à-dire le pouvoir du centre

jusqu'au fin fond du pays pour contrer celui des barons de l'administration provinciale, gouverneurs et autres présidents de républiques fédérées de Russie, il est encore plus probable qu'il va s'y casser les dents.

Bien sûr, Poutine va sans doute essayer de faire porter le chapeau à d'autres. Et des membres de la haute hiérarchie militaire, boucs émissaires tout désignés, risquent d'y laisser leur place. Mais la « verticale du pouvoir », que Poutine se faisait fort de renforcer à son profit, si elle n'a pas plongé dans les eaux de la mer de Barents avec 118 malheureux sous-marins, n'a pas fini de tanguer dangereusement.

Pierre LAFFITTE

DANS LE MIROIR DE LA MER DE BARENTS

Dire, comme certains journaux d'ici, que la tragédie du *Koursk* a servi de révélateur aux yeux de l'opinion russe, est abusif.

La morgue des militaires russes, leur indifférence au sort des conscrits sont réels, mais c'est n'est ni propre à l'armée de ce pays, ni un secret pour sa population. On l'a vu à ses réactions, sous Eltsine, lors de la guerre de Tchétchénie de 1994-1996, et on commence à le voir avec celle déclenchée par Poutine en octobre dernier.

Quant à l'état de délabrement des forces navales, et armées en général, là non plus, guère de monde en doute en Russie. La vue de Mourmansk, capitale portuaire du Grand Nord, et de sa voisine Severomorsk, une des plus grandes bases navales au monde, transformées en cimetières marins avec leurs navires pourrissants à quai, cela peut surprendre des reporters occidentaux. Parce qu'ils résident à Moscou, ils croient ou feignent de croire que toute la Russie est à son image. Mais les habitants de ce pays ne s'y trompent pas. Ils savent à quoi s'en tenir sur l'état d'abandon dans lequel est tombée l'immense majorité du pays, sur le délabrement de l'économie et le pillage des fonds publics auxquels n'échappent ni l'armée ni la marine. Il n'y a pas que le port de Mourmansk qui tombe en ruines, c'est toute cette ville de plusieurs centaines de milliers d'habitants, il y a dix ans encore une des plus prospères d'Union soviétique, qui est sinistrée. Ce sont les régions du Grand Nord dont, depuis des années désormais, la télévision russe annonce régulièrement qu'elles restent sans ravitaillement ou qu'elles n'ont pas assez de combustible pour passer l'hiver.

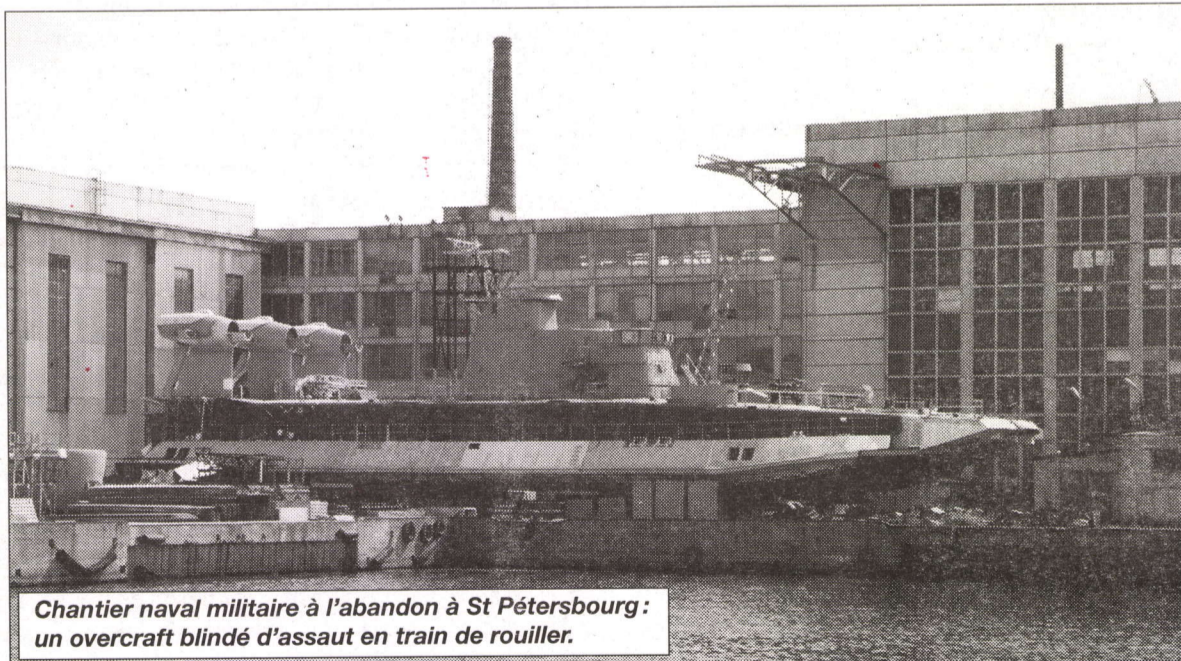
Ce n'est pas d'avoir claironné que le *Koursk* était un fleuron de la flot-

te, le dernier cri de la technique militaire russe qui change grand-chose au tableau. Au contraire. Quelle que soit la cause réelle du naufrage, cela n'en souligne que plus qu'il survit sur fond d'une débâcle économique et sociale généralisée, provoquée par ceux qui dirigent la Russie.

En dix ans, ce qui fut la seconde puissance militaire mondiale a perdu plus de la moitié de ses sub-

les budgets civils et sociaux). Et encore, les 10 % restants sont estimés avant que la hiérarchie militaire et les autorités locales les aient pillés !

Des navires ont disparu, on ne sait ni où ni comment, probablement revendus par ceux qui pouvaient le faire. La solde ? Non versée, ou irrégulièrement, même celle des officiers est dérisoire. Pour certains d'entre eux ce n'est pas dramatique car ils trouvent toujours



Chantier naval militaire à l'abandon à St Pétersbourg : un overcraft blindé d'assaut en train de rouiller.

mersibles. Et nombre d'ingénieurs, techniciens, ouvriers qualifiés indispensables à leur maintenance et à leur fonctionnement : non payés, comme bien des travailleurs en Russie, ils ont dû chercher de quoi survivre dans des petits boulots.

Avec la débâcle de ses finances, l'État a réduit ses budgets militaires et même, officiellement, de 90 % celui de sa marine (pourtant, ce n'est pas le dernier sur la liste des priorités du Kremlin, ce qui en dit long sur

matière à trafiquer avec tout ce qui leur tombe sous la main. À commencer par les recrues qu'ils placent, contre pots-de-vin, auprès d'entrepreneurs ou de particuliers, notamment dans le bâtiment. Soldats et matelots n'y gagnent rien, mais au moins ont-ils de quoi manger. D'autres, rapportait récemment la presse russe, envoyés garder un îlot de la mer du Japon, y sont morts de faim : l'armée les avait abandonnés sans vivres.

P.L.

LA « GRANDE MUETTE » N'EST PAS QUE RUSSE...

Les médias n'ont guère eu de mal à relever les versions contradictoires avancées par les autorités russes quant à la disparition des 118 matelots du sous-marin *Koursk*. Ni à souligner leur mépris tant pour la vérité que pour les souffrances des familles des sous-marins, laissées dans l'ignorance, puis abusées sur ce qui

ne leur est pas d'être mise en question, et encore moins de devoir rendre des comptes.

Mais ces journalistes n'auraient-ils pas été plus convainquants, et simplement honnêtes, s'ils avaient rappelé que cette « spécificité » est partagée par tous les Etats et leurs armées, à commencer par les plus puissants d'entre eux ?

La liste a beau en être fournie, peu de journaux, radios et télévisions ont évoqué d'autres catastrophes sous-marines. Celle, par exemple, du *Scorpion*, un sous-marin nucléaire américain disparu avec ses 99 hommes au large des Açores en 1969 et sur laquelle, 31 ans après, rien n'a été révélé au grand public et aux familles des victimes. Ou encore celle des 122 hommes du *Tresher*, lui aussi américain, six ans plus tôt, dont on ne sait toujours pas grand-chose.

En ce domaine, la France détient un sinistre palmarès. Depuis la Seconde Guerre mondiale, quatre de ses sous-marins (*2326*, *Sybille*, *Minerve* et *Eurydice*) ont coulé avec leurs équipages, dans le silence quasi total des autorités et de la presse, à l'époque et jusqu'à ce jour. Censure militaire, auto-censure des médias... ou les deux à la fois ?

P.L.

Ministère de la Solidarité IL S'EN PASSE DE BELLES

En 1998, un collègue de 47 ans, qui a cinq enfants à charge, a été embauché sur un poste précaire à 6 mois. Or le ministère ne garde plus les précaires.

Pour garder son emploi, cet employé, qui est handicapé, a fait une demande de reclassement à ce titre dans un emploi réservé de cadre. C'est un organisme public dépendant du ministère de l'Emploi et la Solidarité, la Cotorep, qui lui a délivré ce droit. Cependant, l'administration a refusé d'accéder à sa demande et lui a proposé un contrat en vue de la titularisation dans un emploi non-cadre... Il a accepté ce contrat mais a continué ses démarches qui ont duré plus d'un an sans aboutir.

Désespéré, il a commencé, le 26 juin dernier, une grève de la faim dans son bureau pour faire valoir ses droits.

Des collègues ont été choqués des méthodes de l'administration et ont fait circuler une pétition réclamant une solution respectant la dignité humaine.

Le jeudi 3 août en milieu d'après-midi, un huissier de justice a été chargé de transmettre à notre collègue une lettre de licenciement, sans préavis et sans aucune indemnité. Et les forces de l'ordre ont occupé le hall de l'administration centrale Emploi-Solidarité. Notre collègue a quitté le ministère escorté par une dizaine de policiers. Il est maintenant

déhors. L'accès du ministère lui est interdit, y compris pour ses besoins naturels. Depuis et jusqu'à ce jour, mardi 22 août, cet employé que nous avons côtoyé pendant deux ans, gît couché au pied de l'escalier de l'administration qui vient de le priver de son salaire. Il a déjà perdu 21 kg et poursuit sa grève de la faim depuis 56 jours, s'alimentant seulement d'eau sucrée et de potages. Des affiches et des tracts rédigés par lui nous informent au jour le jour de son action, et FR3 est venue faire un reportage.

Pour un ministère qui s'appelle «Emploi et Solidarité», bonjour les dégâts!

Correspondance

RVI
Vénissieux-Rhône

UN ACCIDENT GRAVE

Le vendredi 21 août, au magasin de distribution des pièces de rechange de Renault-V.I. à Vénissieux, a eu lieu un accident de circulation.

Un engin de manutention type «Retract» (un fenwick où le chauffeur est assis perpendiculairement à la charge) a heurté violemment un mur. Le cariste a eu la jambe coincée entre le mur et son engin, et a dû être évacué par le Samu, avec une double fracture ouverte et le mollet écrasé.

Le cariste accidenté est intérimaire et a pris ce poste depuis seulement une dizaine de jours, sans aucune formation au poste ni sur ce type d'engin. D'autant que les consignes données l'avaient été... par un autre intérimaire.

Après l'accident, la direction a annoncé un certain nombre de mesures qu'elle compte prendre, notamment des modifications sur les engins (un système d'asservissement à pied de la translation), ou même la limitation des déplacements de ces types d'engins dits «spécifiques». Mais nous savons tous que c'est le manque de formation, notamment des intérieurs, mais aussi les pressions pour aller toujours plus vite et en faire toujours plus qui sont à l'origine de cet accident, qui arrive après de nombreux incidents depuis de nombreux mois sur des engins vieux, et pas toujours en bon état de fonctionnement.

Correspondant LO

France Télécom
Lyon

LA DIRECTION NOUS TRAITE COMME DES PIONS

Fin juin, des agents de France Télécom de Lyon et de Villefranche-sur-Saône ont eu la surprise de recevoir une lettre leur annonçant qu'ils devraient changer de poste car il manque, leur a-t-on dit, du monde dans les services commerciaux. Chacun avait deux ou trois jours pour établir une liste de 11 postes à choisir parmi ceux qui intéressent la direction.

C'était la première fois que l'on se trouvait face à cette sorte de «mutation d'office». Ce n'était pas la conséquence d'une réorganisation comme on en voit très souvent à France Télécom. Il s'agissait de renforcer des centres d'appels téléphoniques comme Mobicarte, ou des services commerciaux comme le 1014 ou la vente en agence. Les personnes visées étaient surtout des gens des bureaux s'occupant de comptabilité, de logistique ou de ressources humaines.

La surprise passée, le 30 juin, à l'unité réseau Lignes de Gerland, un cinquantaine de personnes, outrées par ces mesures, débarquèrent chez le directeur. Au même moment, au siège de la direction régionale, une autre cinquantaine de personnes envahit une commission de «concertation» entre la direction et les syndicats. Là, le

DRH a tenté, sans convaincre, de justifier cette mesure. Puis, il a accepté de la reporter à la rentrée des vacances.

De nouvelles lettres parviennent dans les services, mais cette fois avec un délai un peu plus long que les deux ou trois jours de fin juin. Pour le moment, on en est là : tous les agents concernés ne sont pas encore rentrés de congé, mais certains ont déjà la lettre qui les attend sur leur bureau.

Sur un plan général, France Télécom poursuit son opération de réduction des effectifs. Sauf que, dans les activités qui rapportent le plus, il manque du monde. Depuis quelques mois, la direction fait appel au volontariat, prime de 20 000 F à l'appui, pour aller dans ces services où tout le monde sait que c'est le stress permanent, des horaires décalés et la course au rendement. Moins d'une trentaine d'agents avait répondu positivement à l'offre pour plus de 100 postes proposés. Devant cet insuccès, et comme elle refuse toujours d'embaucher, la direction régionale passe à des méthodes plus expéditives en cherchant des «pions» pour remplir les cases vides. Mais ce faisant, elle ne fait que multiplier les motifs de mécontentement.

Correspondant LO

Fin de la grève à Verizon : LES TRAVAILLEURS ONT FAIT RECULER LA DIRECTION

Lundi 21 août, un accord a été conclu entre la direction et les syndicats du géant américain de la téléphonie Verizon, mettant fin à 15 jours de grève de 86 000 travailleurs de l'entreprise (voir LO n° 1675).

Les travailleurs ont apparemment obtenu des concessions importantes sur la plupart de leurs revendications : ils s'étaient mis en grève pour des augmentations de salaires, la

limitation des heures supplémentaires, la sécurité de l'emploi et l'extension du droit syndical à la filiale Téléphonie mobile de l'entreprise.

Sur tous ces points, les grévistes sont victorieux. En ce qui concerne les salaires, ils augmenteront de 12% sur trois ans. La direction s'est engagée à garantir l'emploi de tous les salariés du groupe et à limiter le recours aux heures supplémentaires.

Cette grève a été la plus importante, du point de vue des effectifs grévistes, qu'aient connus les États-Unis depuis dix ans. Elle aura probablement des répercussions sur tout le secteur de la téléphonie. Un exemple à suivre ici, dans un domaine qui se dérègle de plus en plus et où les conditions de travail se dégradent de jour en jour.

P.V.

NOUVELLE VAGUE : LES « START-DOWN »

On nous a présenté la «nouvelle économie» et les «start-up», ces entreprises liées à Internet et aux nouvelles technologies, comme le relai miracle permettant la relance de l'économie. Et les articles n'ont pas manqué pour vanter tous leurs mérites. On nous expliquait que c'était une économie nouvelle qui échappait aux schémas classiques du capitalisme, et que cela allait amener croissance et emploi.

Aujourd'hui, d'autres articles paraissant dans les mêmes journaux font entendre un autre son de cloche : les start-up sont des entreprises

éphémères et non rentables, bidons. Sur 10 start-up, 9 disparaissent très rapidement, en quelques mois. Les start-up en faillite ont même un nom, les «start-down», et on peut en trouver la liste... sur des sites Internet.

Les investisseurs ont du coup changé d'attitude et ils deviennent plus prudents, après la période d'euphorie des premiers temps pendant laquelle ils ont placé beaucoup et, pour certains, perdu beaucoup. Mais en général, ces investisseurs là ne croient pas aux miracles et, selon cet adage boursier, évitent de placer tous leurs œufs dans le même panier.

Tout ça serait une bonne

blague si les seuls touchés pour avoir cru au miracle des start-up avaient été des investisseurs comme Benetton qui a perdu des millions avec Boo.com. Les jeunes entrepreneurs aux dents longues dont la start-up s'est transformée à grande vitesse en start-down, eux... en remontent une autre quelques mois plus tard. Mais pas les salariés licenciés. Là aussi les chiffres sont sur Internet; le dernier en date, 275 licenciements annoncés par Kozmo.com (un site de vente) le 11 août.

Ça a un goût de déjà vu...

Anne LARA

La Poste Centre de tri de Bordeaux

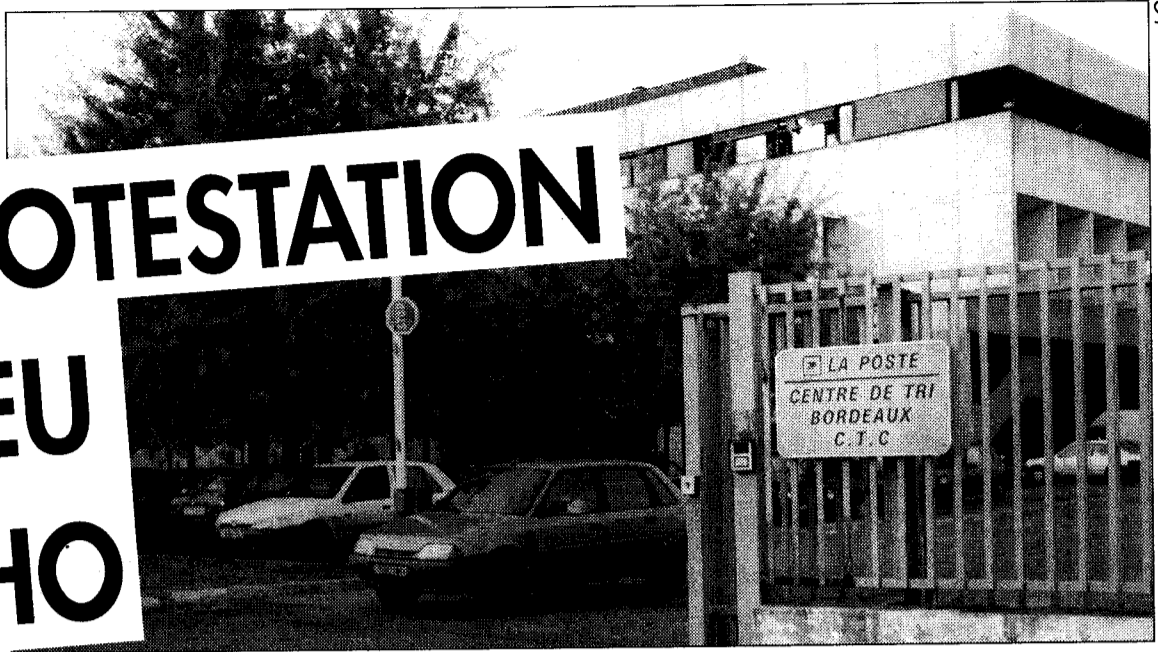
La décision a été prise au début du mois de juillet : l'aviation civile américaine ordonnait la révision d'une cinquantaine de Boeing 737 dans le monde, dont les 15 de la compagnie aéropostale.

En effet ces avions connaissent des problèmes au niveau des structures des portes.

Mais pour pallier ce genre de dysfonctionnement, la direction de La Poste n'a pas mis en place avec Boeing un moyen de remplacement adapté, si bien que pour acheminer le courrier venant de l'aéroport de Roissy, endroit de concentration de l'aéropostale, La Poste a recours à des charters DC8, avions qui ne sont pas adaptés à ce genre de fret ; cela a pour effet un retard au décollage à Roissy et à l'atterrissage à l'aéroport de Bordeaux-Mérignac.

Le courrier du département arrive donc trop tard au CTC de Bordeaux, et ne peut être traité dans sa totalité. Quant à celui de Pau et de la région des Pyrénées-Atlantiques, il est transporté par camion, et du coup a deux jours de retard,

UNE PROTESTATION QUI A EU UN ÉCHO



voire plus.

Des restes existent donc au Centre de tri, même en juillet et août. Dans la nuit du 26 au 27 juillet, 148 000 lettres et 40 000 grands formats à destination de la Gironde sont restés en souffrance.

Devant cette situation, dans la nuit du lendemain, les agents du Tri ont décidé de ne pas acheminer la presse, et notamment le journal *Sud-Ouest*, qui se faisait au détriment du courrier avion des usagers.

Cette action avait pour but d'alerter les usagers sur le retard de leur courrier et sur les raisons de ce retard.

Le but a été atteint : le journal *Sud-Ouest*, qui avait été averti du problème et n'avait pas eu la plume généreuse, a écrit deux articles dans ses colonnes. Et même si par « prudence » la presse locale a choisi un autre moyen de distribution le lendemain, cela a fait sortir de son mutisme la direction de La Poste. À travers la presse, et en adressant un courrier à la CGT, elle s'en prend aux agents parlant de « mesures de rétorsion contre la presse et de manquement grave au service public ».

C'est pourtant bien elle qui est responsable du problème, en supprimant des emplois.

C'est elle qui aggrave les conditions de travail en n'embauchant pas suffisamment. C'est elle qui organise la dégradation du service public. Manifestement, La Poste n'a pas retenu les leçons du conflit de novembre-décembre 1999, qui avait duré un mois, pour obtenir des emplois supplémentaires.

Sans doute faudra-t-il recommencer pour faire entendre l'intérêt des usagers et le nôtre, parce que au-delà de ce problème de l'aéropostale, les restes de courrier ne sont pas chose rare au CTC : il y en a pratiquement tous les jours, on les date, on les gère,

on les qualifie, des cadres viennent les admirer... Ils sont devenus un produit, un prétexte à la création de brigades aux horaires atypiques - 0h-6h, 22h-6h, 4h30-11h10 - c'est-à-dire une aggravation de nos conditions de vie.

Quel que soit le moyen d'acheminer du courrier, du vélo à l'avion, pour que les usagers n'attendent pas indéfiniment leur courrier et que nous travaillions dans des conditions correctes, La Poste doit embaucher pour les dizaines d'emplois manquant sur le CTC de Bordeaux.

Correspondant LO

France Télécom

• DE PLUS EN PLUS LOIN DU SERVICE PUBLIC!

Depuis le 1^{er} juillet, France Télécom a mis en place un « abonnement social ». Accessible aux RMistes, à ceux qui perçoivent une Allocation adulte handicapé et l'Allocation de solidarité spécifique, cet abonnement consiste en une réduction de... 33 francs sur un abonnement de 144 francs, le prix des communications restant inchangé. Un effort donc pas vraiment démesuré de France Télécom qui sait proposer d'autres réductions à ses grosses entreprises clientes. D'autant plus que cela faisait plusieurs mois que France Télécom rechignait à mettre en place un tel abonnement, qui a été recommandé par une directive européenne et inscrit dans la loi française.

Pour prendre la mesure réelle de cette réduction, il suffit de rappeler que début 1996, l'abonnement téléphonique coûtait 93 francs.

C'est-à-dire qu'un titulaire d'un abonnement social paye aujourd'hui près de 20% de plus que le prix d'un abonnement il y a quatre ans, une hausse bien supérieure à l'inflation.

Mais la direction de France

Télécom qui ne perd pas le nord, a fait plus fort : elle a décidé que cette légère ristourne accordée aux plus démunis devait être compensée. C'est que le combat pour maintenir ses profits, et ce, au détriment des fonctions qui relevaient - si peu - de sa mis-

sion de service public, ne connaît pas de trêve. Elle s'est donc attaquée à la réduction dite « de faible consommation » qui sera supprimée à compter du 1^{er} septembre : cette réduction qui s'appliquait automatiquement sur les lignes depuis lesquelles très peu de coups de fil étaient

passés pouvait atteindre 90 francs. Ce sont notamment les familles modestes qui se servaient de leur téléphone presque exclusivement pour recevoir des appels qui seront les premières touchées. Car qu'ils remplissent ou pas les critères de l'abonnement social, leur facture va augmenter.

• LE PROFIT AVANT TOUT

Au Centre international par opérateurs de Bagnolet, comme dans quatre autres centres (Lille, Strasbourg, Marseille et Nantes), nous sommes chargés de donner des renseignements internationaux ou de passer des communications internationales spéciales par cartes ou en PCV (payées en général par l'abonné demandé).

Depuis fin 1998, déjà trois centres de ce type ont été fermés par France Télécom à Toulouse, Lyon, Paris-Archives. Cela s'est traduit par une réduction d'environ 300 emplois, en moins de deux ans.

Pour les usagers, cela signifie des attentes de plus en plus longues et souvent plusieurs appels répétés pour joindre le service. Mais pour la direction cela ne suffit pas : courant septembre, le centre de Lille doit fermer. Celui de Bagnolet fera de même au cours du premier trimestre 2001, ce qui veut dire plus de 250 emplois en moins. Il ne restera plus guère que 150 à 160 opérateurs.

Et la direction, non contente de gagner de l'argent en supprimant les emplois à tout va pour obtenir une « meilleure rentabilité », comme elle dit, fait

en plus payer les usagers de plus en plus cher : la demande de renseignements est passée en 2 ans de 10 unités à 15 puis à 20, soit 19,70 F. Et alors qu'avant, on ne facturait que les demandes ayant abouti, maintenant les usagers sont facturés dès le décrochage de l'opérateur, que le renseignement soit donné ou pas !

Bref, de tous les côtés, elle gagne du fric, et sur le dos des usagers et sur les conditions de travail du personnel. Pour se justifier, elle explique que cette activité ne lui pas été imposée comme obligatoire lors de l'ou-

verture du capital par le gouvernement de gauche, puisque que seuls les renseignements nationaux font partie de ce qu'ils appellent le « service universel » !

En fait, ce service, tout est fait pour s'en débarrasser ; et elle n'hésite pas à expliquer qu'avec Internet, les usagers n'auront bientôt plus besoin des opérateurs... Mais France Télécom vendra ses accès au net... et continuera à se remplir les poches... et celles des gros actionnaires.

Correspondant LO

Ela Pro Creutzwald - Moselle

LES TRAVAILLEURS

N'ACCEPTENT PAS LA FERMETURE

De retour du week-end du 14 juillet, les 28 employés d'Ela Pro à Creutzwald sont entrés dans une usine en partie vide: le patron avait démenagé dans le week-end bon nombre de machines. Un cadre de la maison-mère présent sur les lieux, interpellé par les ouvriers, leur répondit: «J'en ai rien foutre, je pars en vacances!» Dans la foulée, l'entreprise a été mise en liquidation judiciaire. Et pourtant elle faisait encore des bénéfices l'an dernier.

Ela Pro produit des joints, essentiellement pour une autre usine de la région (Roto-Frank à Faulquemont). Elle s'est installée à Creutzwald il y a tout juste 5 ans. Le patron devait employer 50 salariés et a reçu pour cela près de 2 millions d'aides publiques directes et indirectes

(dont 1 085 000 F du Fonds d'Industrialisation et 227 000 F de la Région Lorraine). Le matériel de l'entreprise aurait été payé 4 millions de francs en 1995 mais, quand l'expert comptable a fait l'inventaire fin juillet, il n'en a trouvé que pour 402 800 F. C'est dire que cela sent le chasseur de primes et la magouille à plein nez.

Organisés dans une section CGT, et avec l'aide des militants de la CGT et du PCF du secteur, les salariés n'acceptent pas de se retrouver jetés à la rue comme cela et le font savoir. Ils réclament le paiement d'une prime de licenciement de 50 000 F et deux ans de convention de conversion. Ils ont multiplié les démarches, les manifestations sur la voie publique,

à la mairie et à la préfecture, souvent à quelques-uns, mais toujours avec détermination. Leur salaire de juillet - tout juste le SMIC - n'était toujours pas payé le 18 août.

Leurs actions rencontrent la sympathie des travailleurs et l'écho des médias, qui réagissent sur la façon de faire de ce petit patron arrogant et âpre au gain, ce patron qui osait traiter les ouvrières de «feignasses». Ajoutons qu'Ela Pro est tout proche de l'usine Grundig où des dizaines de millions d'aides publiques ont été engloutis: en pure perte pour la collectivité, mais pas pour les patrons petits et grands qui en ont fait des profits.

Correspondance

Christiane NIMSGERN, conseillère régionale Lutte Ouvrière, a adressé ce courrier au président de la Région Lorraine:

«Ayant rencontré les salariés de l'entreprise Ela Pro de Creutzwald dont l'entreprise est en liquidation judiciaire, je vous écris pour que la Région intervienne à tout niveau, y compris judiciaire, pour obtenir que le patron de l'entreprise, M. Arno Andres, rembourse l'ensemble des aides publiques directes et indirectes reçues, y compris en demandant la saisie des biens personnels des dirigeants et actionnaires de l'entreprise.

Ela Pro devait créer 50 emplois. Or, cinq ans après, l'entreprise n'en employait au moment de sa liquidation que 28. Elle était bénéficiaire l'an dernier et il semble pour le moins étrange que la fermeture intervienne tout juste au bout de cinq ans, au moment où cessent les allègements de toutes sortes dont bénéficient les entreprises au prétexte de la création d'emplois.

[...] Il serait normal que le patron d'Ela Pro rembourse la

totalité des aides et - si aucune solution de reprise n'est envisagée - que ces fonds servent à indemniser les travailleurs licenciés (cela représente plus de 70 000 F par salarié).

[...] Cette affaire, après celle de Grundig, de JVC, de Panasonic et de bien d'autres, montre que les aides aux entreprises servent trop souvent à enrichir de grands groupes qui n'en ont nullement besoin ou des aigrefins qui profitent des fonds publics».

IBM - ALTIS
Corbeil

Éthers de glycol, LA DIRECTION RATTRAPÉE PAR LES MAUVAISES ODEURS

Des dizaines de salariés inquiets ou en colère contactent la permanence: l'appel à témoignages lancé en plein mois d'août par un cabinet d'experts, et par la CGT d'IBM-Corbeil auprès des travailleurs d'IBM ayant été victimes de fausses couches ou ayant eu des enfants malformés a été entendu.

Plusieurs cas de cancers, de stérilité, de naissances d'enfants malformés ou encore de fausses couches ont déjà été recensés, comme celui de Mina dont l'enfant est né avec une grave malformation faciale. Mina travaillait à SOPRELEC à Bondoufle, une filiale d'IBM jusqu'en 1998, où étaient conditionnées des bouteilles d'éther de glycol pour IBM-Corbeil et nettoyées, à l'aide d'éther de glycol, les boîtes servant à stocker les tranches de silicium. Dans ces ateliers, il n'y avait aucune aération et l'atmosphère était saturée de vapeur.

Il s'agit maintenant de voir si tous ces salariés recensés ont bien été en

contact avec des éthers de glycol. Car il existe une quasi-certitude scientifique concernant la responsabilité des éthers de glycol dans l'apparition de cancers, de stérilité, d'enfants naissant avec des malformations ou encore d'avortements spontanés chez les salariés exposés.

La direction d'IBM-France se dit «intéressée de connaître les conclusions» de l'appel à témoignages attendues fin octobre et assure que «la santé et la sécurité de ses collaborateurs sont une préoccupation essentielle et permanente». Mais la direction est plus soucieuse de la santé de ses profits que de celle des travailleurs et le «clean concept», c'est-à-dire le travail en atmosphère confinée avec port de gants, masques, cagoules et combinaisons obligatoires dans les lignes de production, a toujours eu comme objectif de protéger les puces, pas les travailleurs.

Dans les lignes de production, les anciens se demandent s'ils ont été en contact avec les éthers et quelles peu-

vent en être les conséquences. Les plus jeunes, récemment embauchés, sont également curieux et inquiets. Le médecin du travail passe maintenant dans les réunions de services dire aux salariés qui se poseraient des questions au sujet des éthers qu'ils viennent le voir. Tiens donc! La direction craint-elle qu'ils aillent se confier ailleurs?

Cette préoccupation est récente. Car IBM a systématiquement occulté les risques encourus par ses employés ou ses sous-traitants qu'elle n'a jamais informés ni mis en garde sur l'utilisation des éthers, même lorsque la CGT a posé le problème lors d'un CHS-CT en 1998.

Officiellement, IBM a cessé d'utiliser les éthers de glycol de série E, les plus dangereux, depuis 1994, suite à une étude qu'elle avait commandée à une université américaine. Pourtant, selon IBM, cette étude ne «faisait pas formellement de corrélation entre l'exposition à ces produits et de possibles

conséquences sur la santé». Or selon l'INSERM, l'Institut National de la Santé et de la Recherche médicale en France, «d'après ces deux grandes études de la fin des années 80, une exposition professionnelle à certains éthers de glycol augmenterait le risque d'avortement spontané».

S'il n'y avait aucun danger, pourquoi un cadre d'IBM a-t-il été muté et rappelé à l'ordre par les dirigeants du groupe après avoir dénoncé ces risques dès 1965? Pourquoi les femmes travaillant au contact des éthers de glycol étaient-elles changées de service dès qu'elles tombaient enceintes? Ce qui ne servait à rien, du reste: selon une agence de protection de l'environnement américaine, il suffit d'une journée d'exposition aux éthers de glycol pour mettre en danger le développement de l'embryon, et cela dès sa conception, c'est-à-dire bien avant que la femme ne sache qu'elle est enceinte!

Le Dr Brugère, alors chef de service à l'Institut Curie, s'était lui aussi inquiété du taux élevé de cancers ORL observé parmi les salariés d'IBM. Il en avait alerté à plusieurs reprises, en 1998, le Dr Baulande, médecin du travail d'IBM-Corbeil de 1980 à 1999. En vain. Interviewé à la télé il y a quinze jours, le docteur Baulande a réaffirmé qu'une étude des risques liés à l'utilisation des éthers de glycol «n'était pas justifiée».

Des anciens salariés de Corbeil ont commencé à exiger, par lettre recommandée au médecin du travail de Corbeil, la publication des postes de travail où ils ont pu être exposés aux éthers de glycol. C'est un minimum. Mais pour connaître les risques qu'ils ont encourus, ou qu'ils encourent peut-être encore, les salariés d'IBM et d'Altis ont droit à une véritable enquête épidémiologique. La direction d'IBM doit rendre des comptes.

Hôpital d'Argenteuil
Val-d'Oise

REFUSONS LE LICENCIEMENT SCANDALEUX D'UNE MILITANTE SYNDICALE

Edith Lecoq, infirmière à l'hôpital d'Argenteuil, s'est vu révoquée de la fonction publique par la direction, s'étant prononcée contre le projet de passage aux 35 heures de nuit qui opposait les salariés au directeur, (cf notre article dans LO du 11 août).

Un comité de soutien s'est constitué et réuni pour la première fois le 16 août. Une soixantaine de participants sont venus à cette réunion, et en particulier le milieu syndical des entreprises environnantes qui se sent concerné par le caractère de discrimination antisyndicale évident dans cette révocation.

Cette travailleuse a déposé un recours devant le

Conseil supérieur de la fonction publique, mais fait également appel à la solidarité de la population et des autres salariés. Edith a d'ailleurs recueilli, pour l'instant, à peu près 500 signatures sur l'hôpital (en plein mois d'août), et plus de 1 700 signatures sur la ville, à une pétition réclamant sa réintégration et la levée de toute sanction à son encontre.

Le comité de soutien appelle à un rassemblement devant l'hôpital Victor-Dupouy d'Argenteuil le mardi 12 septembre à 14 heures. Soyons nombreux à demander la réintégration d'Edith et la levée de toute sanction à son encontre.

Bonnes feuilles
de « **Paroles de prolétaires** »
d'Arlette Laguiller

« À UN MÈTRE D'UNE MACHINE, IL PEUT FAIRE 60° C »

Nous poursuivons cette semaine la publication d'extraits du livre d'Arlette Laguiller, *Paroles de Prolétaires*, paru au printemps 1999. Ce livre rassemble de nombreux témoignages de travailleurs illustrant ce qu'est aujourd'hui encore la condition de la classe ouvrière.

Dans le chapitre de ce livre intitulé *Travail en équipe et flexibilité, les deux mamelles du profit*, Djamel, ouvrier dans une grande verrerie de la région parisienne, parle des conditions de travail et des horaires déments qui règnent dans l'entreprise qui l'emploie.

« L'usine dispose de trois fours, qui fondent du verre pour dix lignes de fabrication. Les flacons sont produits au « bout chaud », par des machines qui soufflent le verre (le « soufflage »), puis des convoyeurs les amènent dans un four de traitement (l'« arche »). Ils entrent alors dans une zone qu'on appelle le « bout froid », au bout de laquelle les flacons sont emballés et mis en palette (la « palettisation »). Les conditions de travail sont dures, surtout les horaires : l'usine fonctionne à feu continu, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, 365 jours par an. Les ouvriers travaillent sur un rythme de neuf jours, par exemple deux jours du matin (de 4 heures à midi), deux jours d'après-midi (de midi à 20 heures), trois jours de nuit (de 20 à 4 heures), deux jours de repos. La série de trois jours tombe successivement sur les matins, les après-midi, les nuits ou les repos. Chaque mois, il y a deux jours de « repos supplémentaire » pour respecter la durée légale de travail. Chaque vacation dure 8 heures, mais il faut arriver en avance pour s'habiller, et la douche est prise après le temps de travail. Par ailleurs, la pause casse-croûte d'une demi-heure est décomptée du temps de travail, si bien que chaque journée est comptée 7h30 par la direction.

Quand on arrive à l'usine, surtout au soufflage, la première chose qui impressionne, c'est le bruit. À deux mètres on ne s'entend pas. Même en se criant dans l'oreille. De toute façon on a des bouchons de protection. Les trois quarts du temps, on parle par signes. Il y en a beaucoup qui deviennent durs d'oreille, surtout parmi les anciens, parce que, quand ils ont commencé à travailler, les protections n'étaient pas obligatoires.

L'autre problème, c'est la chaleur. Nous sommes continuellement en sueur. Huit heures par jour. Sur les bleus on voit de grandes traces blanches de transpiration. On boit, au minimum, trois litres de liquide par jour. Ils nous donnent d'ailleurs deux bouteilles d'un litre et demi.

Et boire n'enlève pas la fatigue car, dans un milieu chaud, on est deux fois plus vite fatigué. Quand on doit monter au feeder (les machines qui distribuent le verre

goutte à goutte, pour alimenter la ligne de fabrication), on ne peut pas travailler plus de dix minutes. Après c'est terminé, il faut redescendre, sinon on commence à voir des étoiles.

Par forte chaleur, il y en a qui ont des malaises, surtout quand on s'équipe vraiment : le bleu, la veste, les gants, les manchettes, le casque, les lunettes. À un mètre d'une machine, il peut faire plus de 60°C. Si on met une pièce de métal à un mètre de la machine, il est rapidement impossible de la prendre à main nue, tellement elle est chaude. Les flacons qui sortent, quand ils passent devant toi, ils sont à 500°C.

Les habits de protection, on ne peut pas les mettre tous. Il ferait trop chaud, surtout en été. Il faut se protéger, bien sûr. En T-shirt, on ne peut pas approcher.

Il faut au moins une veste. Il y a deux ans, un gars, qui venait juste d'arriver, a pris les consignes au pied de la lettre. Dès qu'il y avait un enverrage (le verre qui coule sur la machine), il arrêtait la section (la partie de la machine concernée) pour mettre le casque, les lunettes, les manchettes, les gants... Mais il a fini par perdre connaissance. Il a eu un coup de chaleur.

En hiver, le problème c'est qu'à côté de la machine on a bien chaud, mais que dès qu'on se recule on sent les courants d'air.

Les yeux aussi en prennent un coup, quand on regarde un flacon à 500°C. Mais pour la boîte il n'y a pas de problème. On ne peut pas porter de lunettes, car on ne verrait pas les défauts.

Mais le plus difficile à supporter,

ce sont les horaires. D'après eux, nous faisons 35 heures. En fait, nous travaillons sept jours d'affilée, 8 heures par jour. Pour moi, ça fait 56 heures.

Par exemple quand je suis du matin, je me lève à 3 heures. Et encore, je n'habite pas très loin. Des collègues qui habitent à soixante-dix kilomètres se lèvent à 1 heure du matin pour venir travailler. Selon les personnes, il y en a qui ne savent pas se coucher tôt. Avant le premier matin, ils se couchent à 11 heures ou minuit. Deux ou trois heures après, ils doivent se lever, alors, ils font la sieste dans l'après-midi.

D'autres se couchent à 9 heures et ne font pas de sieste. Évidemment, c'est un problème avec les enfants quand ils rentrent l'après-midi. Il y en a qui ont le coup de pompe au travail, surtout quand ils sont du matin. Pendant la pause casse-croûte, beaucoup piquent du nez. Une fois, ils nous avaient convoqués à une

réunion qui devait durer jusqu'à 3 heures de l'après-midi. Après une demi-heure... tout le monde dormait.

Un jour, ils nous ont distribué une documentation sur le sommeil. Ils expliquaient que, pour bien récupérer, il fallait dormir à des heures régulières, choisir son heure de départ de sommeil, avoir le même rythme, dormir le temps nécessaire à chacun, six à huit heures... Nous, on se demandait comment faire en finissant une fois à midi, une fois à 20 heures, en commençant à 4 heures...

On ne peut pas manger à l'intérieur de l'usine. Il y a juste une pause casse-croûte, mais on est en bleu, dans la salle de repos, et prêts à intervenir en cas de besoin, de panne élec-

trique ou si une machine fonctionne mal. Logiquement ils devraient nous compter le temps de pause en temps de travail. Même le temps d'habillage, car il faut mettre les chaussures de sécurité, les protections, tout ça, moi j'en ai pour un quart d'heure.

Il n'y a que pour la douche qu'il y a une petite prime. C'est grâce aux camarades qui se sont battus avant nous. Comme on ne voulait pas leur payer le quart d'heure de douche, ils s'arrêtaient un quart d'heure avant, et ils allaient prendre leur douche. Maintenant ils payent, mais c'est englobé dans une prime particulière.

Mais les primes ne compensent pas les conditions de travail.

Si tu es en congé, si tu tombes malade... la prime baisse. Le salaire de base sans ces primes, est de l'ordre de 8 000 francs brut pour un conducteur (celui qui conduit une ligne de fabrication au bout chaud), c'est-à-dire 6 700 francs net. Ce n'est vraiment pas assez. Surtout maintenant, avec les problèmes d'effectifs. S'il y a un gars en moins, il faut compenser et faire son travail. Et puis il y a les cadences qui augmentent de plus en plus. Les machines sont de plus en plus grosses. On a même accolé deux machines. Ils appellent ça un tandem, et ils ont mis un seul ouvrier dessus pour le faire tourner. En réalité, il s'agit de deux machines. Le gars, pour faire le tour de son « tandem », il met deux fois plus de temps que ses collègues.

Ils ont diminué progressivement les effectifs. En 1982, nous étions 1000. Aujourd'hui, nous sommes 455 et nous produisons beaucoup plus en tonnage, et encore plus en flacons, car à présent on fabrique des flacons avec moins de verre. Si bien qu'en nombre d'articles nous produisons beaucoup plus. »



Pour se procurer, frais de port compris, *Paroles de prolétaires*, envoyer un chèque de 75 F à l'ordre de Lutte Ouvrière à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

RENDEZ-VOUS AVEC LUTTE OUVRIÈRE

Avec la fin du mois d'août se terminent les circuits des caravanes de Lutte Ouvrière. Durant tout l'été, du Nord au Languedoc, des Alpes à la Bretagne, de l'Alsace aux Pyrénées, elles ont sillonné le pays à la rencontre de tous ceux qui souhaitent discuter des difficultés et des problèmes du monde du travail et des moyens à mettre en œuvre pour en finir avec l'arrogance du patronat, soutenu par le gouvernement.

Dans plus de 200 localités où nos camarades ont fait étape depuis le début du mois de juillet, le constat a été le même : d'un côté, les conditions de vie ne cessent de se détériorer et les patrons profitent de la situation pour

imposer des conditions de travail et des salaires inacceptables, tandis que de l'autre, les profits et la richesse s'étalent. La reprise économique dont on nous rebat les oreilles bénéficie surtout au grand patronat et aux actionnaires, pas aux travailleurs qui continuent à subir des licenciements et dont les salaires restent bloqués. Quant à la mise en place des 35 heures, elle sert surtout de prétexte aux patrons pour imposer plus de flexibilité dans les horaires de travail, et des salaires de plus en plus faibles.

Nous donnons ci-dessous la liste des dernières villes où nos camarades feront étape dans les prochains jours :

LORRAINE

vendredi 25 août
HAYANGE (Moselle)
place Nicolas-Schneider

samedi 26 août
LONGWY-HAUT (Meurthe-et-Moselle)
place de l'Hôtel-de-Ville,
LONGWY-BAS (Meurthe-et-Moselle)
à 17 heures, salon
Petitier de l'Hôtel-de-Ville,
réunion publique
avec **Christiane Nimsgern,**
conseillère régionale LO

LANGUEDOC

vendredi 25 août
SÈTE (Hérault)
Place Stalingrad

samedi 26 août
CARNON-PLAGE (Hérault)
parking du centre administratif

ALSACE

vendredi 25 août
SAVERNE (Bas-Rhin)
place du Général-de-Gaulle

samedi 26 août
SCHILTIGHEIM (Bas-Rhin)
place de l'Hôtel-de-Ville

CES (TRÈS) CHÈRES TÊTES BLONDES ET BRUNES

Comme chaque année, des organisations syndicales de famille, la CSF et Familles de France ont calculé le « coût de la rentrée » pour les familles qui ont des enfants d'âge scolaire.

Tous postes confondus, ce chiffre connaîtrait une augmentation proche de la hausse des prix (1,3 %). Mais derrière cette évolution globale qui pourrait paraître rassurante, ce que notent les deux organisations l'est moins : les hypermarchés sont plus chers car ils remplacent de plus en plus les produits ordinaires par des marques (Nike et compagnie) ; les listes de fournitures demandées par les établissements s'allongent. Le ministère de l'Éducation a beau se couvrir hypocritement par des notes de rappel, les lycéens doivent bien se fournir le matériel indispensable quelque part. C'est ce qui explique que la rentrée la plus coûteuse concerne les élèves entrant en enseignement professionnel, BEP ou Seconde STI, qui scolarisent principalement les enfants des classes populaires. Le



Rentrée : profits en vue !

bambin coûterait ainsi 560 F à l'entrée au CP, mais l'adolescent jusqu'à 4 544 F en seconde STI, 4 122 F en BEP Industriel, 3 451 F en Seconde générale.

Et encore tous ces calculs ne comptabilisent-ils que les dépenses strictement liées à la rentrée scolaire, et pas le fait que la rentrée est l'occasion de s'apercevoir que « le petit » a grandi,

qu'il ne peut décidément pas récupérer le pantalon ou le manteau de sa grande sœur ou de son grand frère, etc.

« L'école gratuite », c'est bon pour les livres d'instruction civique. Heureusement, on ne les fait pas payer... mais jusqu'en 3^e seulement !

Alain LECAIRE

Cellatex, Bertrand-Faure, Adelshoffen

QUAND LES JOURNALISTES REDÉCOUVRENT LA LUTTE DE CLASSE

Un certain nombre de grèves menées par les salariés d'entreprises en instance de fermeture ont éclaté cet été. Les travailleurs de Cellatex, à Givet, qui avaient menacé de faire sauter leur usine, ont fait des émules, notamment à Adelshoffen, Forgeval, Bertrand-Faure.

Cela fait plus de vingt ans que des plans injustement nommés « sociaux » frappent les entreprises de ce pays ; c'est à travers ces fermetures, « dégraissages », « restructurations », que le patronat a abouti à laisser sur le carreau du chômage près de trois millions de travailleurs. Et cela fait plus

vingt ans aussi que dans bien des cas, des travailleurs se sont battus, avec les moyens du bord, pour sauver leurs emplois.

La grande presse s'est toujours montrée fort peu intéressée par ces luttes. Cet été en revanche, les grèves ouvrières ont occupé une place non négligeable dans les colonnes de la presse bourgeoise. Il est assez savoureux de voir ce type de journaux, qui depuis des années ressassent que la classe ouvrière n'existerait plus et que la lutte des classes appartiendrait au passé, consacrer des pages entières aux « conflits de l'été », comme dit *Le Monde* comme s'il parlait des festivals de l'été ou des films de l'été !

La presse va même jusqu'à se fendre d'interviews de sociologues ou de chercheurs pour comprendre le pourquoi et le comment de ces

luttes. Les uns et les autres disertent doctement sur le sujet, comme il sied à de doctes spécialistes – ne laissant apparaître au mieux que leur ignorance de l'histoire des mouvements sociaux, mais le plus souvent leur ignorance et leur dilettantisme. Ils font mine de croire (à moins qu'ils ne le découvrent, ce qui ne vaut guère mieux) que ces méthodes violentes de luttes seraient nouvelles – alors que des travailleurs jetés à la rue en ont usé de nombreuses fois, comme par exemple ce fut le cas à Longwy à la fin des années 1970. On apprend aussi dans *Libération* que jusqu'ici, les travailleurs considéraient leur outil de travail comme « sacré » – en oubliant que bien souvent les travailleurs attendent de voir tomber en panne, le plus longtemps possible,

leur machine ou la chaîne à laquelle ils sont vissés, pour souffler un peu. En omettant de faire remarquer que cet outil de travail, ce sont les patrons qui en disposent et qui décident de fermer une entreprise, uniquement en fonction de critères de rentabilité, et jamais en fonction de son utilité sociale, ou des implications humaines créées par leurs choix.

Le Monde n'hésite pas à traiter les ouvriers de Cellatex de « forcés » et craint, ô horreur, « le retour d'un certain anarcho-syndicalisme » ; quant au chercheur interrogé par *Libération*, il explique pour sa part que « l'idée d'être exclu est devenue insupportable » ; ce qui laisse à penser que jusqu'à cet été 2000, l'idée d'être exclu devait probablement être assez agréable.

Évidemment, pas un seul de ces « spécialistes » – qui sont surtout spécialisés dans l'enfoncement de portes ouvertes – n'est capable de comprendre que la lutte des classes n'a jamais disparu ; qu'elle est menée avec le dernier radicalisme par le patronat, depuis des années, sans que les organisations syndicales ne proposent, à l'échelle de l'ensemble du monde du travail, des perspectives à la hauteur du défi patronal.

Quant les patrons font des milliards de bénéfices et ferment des usines, condamnant parfois des régions entières à la ruine, *Le Monde* ne les traite pas de « forcés ». Mais quand les travailleurs se défendent, en usant des moyens dont ils disposent, les spécialistes autoproclamés pissent leur copie.

Pierre VANDRILLE